

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

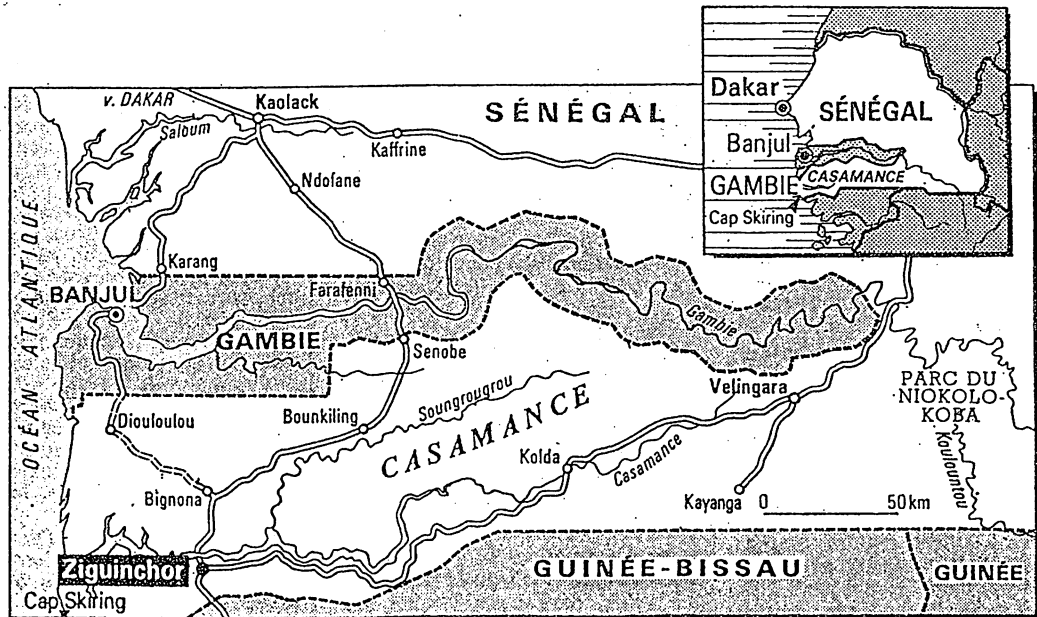
ISSN 0241 0494

LE 06 SEPTEMBRE 1992

N° 209

PRIX : 4FF

C
A
S
A
M
A
N
C
E



LE NATIONALISME, UNE IMPASSE SANGLANTE.

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

- Page 3 : OMVS
A qui profitent les
travaux qui ont coûté
des milliards ?
- Page 5 : MALI
Une mesure aberrante
- Page 6 : COTE D'IVOIRE
Conditions de vie dure
pour les pauvres
- Page 7 : TCHAD
- Vive la grève des
travailleurs !
- Répression à Doba
- Page 9 : A propos des
soi-disant "démocrates"
- Page 11 : Quand nos
dirigeants s'inquiè-
tent...
- Page 13 : Sur le
Traité de Maastricht

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en coupons-
réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

CASAMANCE**LE NATIONALISME
UNE IMPASSE SANGLANTE**

Le 1 septembre dernier des affrontements opposant des indépendantistes casamançais et l'armée sénégalaise ont fait 52 morts et près de 70 blessés. Ces affrontements ont eu lieu dans un village situé non loin de la frontière bissau-guinéenne. Ce n'est pas la première fois que de tels affrontements armés ont lieu dans cette région du Sénégal où le mouvement indépendantiste (le MFDC) est relativement bien implanté. Mais c'est la première fois que les autorités sénégalaises font état de tant de victimes.

Les dirigeants du MFDC revendiquent l'indépendance de la Casamance. Dans leurs propagandes, ils considèrent que leur région est déshéritée alors qu'elle est le "grenier à riz" du Sénégal. Ils protestent contre le manque d'infrastructures (tels les écoles, les routes, les hôpitaux etc...) dans leur région.

Face à ces revendications le gouvernement sénégalais si "démocrate" qu'il se dise n'a trouvé que la solution militaire. Même la plupart des dirigeants de l'opposition se sont précipités derrière Diouf pour réclamer en chœur que ce dernier assure la sacro-sainte "intégrité nationale" et l'"autorité de l'Etat" sur l'ensemble du territoire. Comme si la force constituait une quelconque solution pour résoudre le problème de la Casamance

Tout un bataillon de l'armée a été envoyé au quatre coins de la Casamance pour imposer par la force les volontés des autorités de Dakar. Le résultat, c'est que tout ce déferlement des forces armées en Casamance n'a fait qu'exacerber les tensions et favoriser le camp de indépendantistes.

Mais, pas plus que l'armée sénégalaise, les dirigeants du MFDC ne sont tendre envers les populations pauvres de la Casamance. Bien des fois ils ont eux, aussi, fait usages de violences à l'égard des villages ou des familles qui ne sympathisent pas avec leurs mouvements. Ils n'hésitent pas à prendre en otage des petits paysans qui ne "cotisent" pas ou qui n'apportent pas leur "part" à la lutte indépendantiste.

Ce qu'ils veulent en réalité c'est un peu plus de places et de privilèges liés au pouvoir. C'est pour cela qu'en mai 1991 ils ont signé un "accord de réconciliation" avec le gouvernement de Diouf.

Aujourd'hui s'ils y a un revirement, il s'agit probablement d'une fraction du MFDC qui s'estime lésée dans ces dernières négociations et qui voudrait monter les enchères. Pour atteindre leurs objectifs, ces gens-là n'ont pas hésité à jeter devant les mitrailleuses de l'armée sénégalaise des jeunes, des gens qui, pour la plupart n'aspirent qu'à vivre dignement. C'est ainsi qu'ils trompent les petites gens de la Casamance en leur faisant croire qu'avec eux au pouvoir dans une Casamance indépendante il y aurait moins de misère, plus de liberté, plus d'écoles, plus d'hôpitaux etc...

Malheureusement, nous connaissons trop bien ces discours pour les avoir entendu plusieurs fois dans la bouche des politiciens de nos pays quels qu'ils soient, pour leur accorder un quelconque crédit.

Ces dirigeants nationalistes ne cherchent qu'à tromper les populations qui vivent dans la misère en exploitant leurs sentiments légitimes. Mais les travailleurs et les petits paysans n'ont aucun, mais absolument aucun intérêt à suivre ces gens-là qui sont les pires ennemis des masses pauvres. Ils n'ont aucun intérêts à s'allier avec ces dirigeants qui veulent les entraîner dans des voies

qui ne mènent qu'à des impasses sanglantes pour les pauvres.

Ce qui se passe actuellement en Yougoslavie, le massacre inter-ethnique entre les populations qui n'ont aucun intérêt à s'entre-déchirer, nous montre bien l'impasse du nationalisme.

Pas loin du Sénégal, au Libéria ou encore en Somalie on voit la sauvagerie des luttes fratricides lorsque les masses pauvres se laissent bernier par les discours des dirigeants nationalistes.

L'avenir pour les pauvres, au Sénégal comme ailleurs, se trouve dans l'unité entre les pauvres contre les riches de quelques origines, de quelques ethnies qu'ils soient. Ce n'est pas en ajoutant des frontières artificielles ajoutées à celles laissées par le colonialisme qu'on résoudra le problème de la misère et de l'oppression. Tout au plus les pauvres seront opprimés et exploités par les gens appartenant à leurs propres ethnies ou à leur région. Mais ce sera toujours l'oppression, toujours la misère pour la grande majorité et les privilèges pour une poignée de parasites.

Alors, tant qu'à se battre il vaut mieux que les exploités se battent pour en finir vraiment avec la misère et l'oppression. Cette lutte est aux antipodes de celles des nationalistes si radicaux soient-ils. C'est une lutte qui se mènera non pas sous le drapeau du nationalisme mais sous celui de l'internationalisme et du communisme.

OMVS

A QUI PROFITENT LES TRAVAUX QUI ONT CÔTÉ DES MILLIARDS ?

Pour la première fois depuis octobre 1987, les trois chefs d'Etats (Sénégal, Mauritanie, Mali) se sont réunis dans le cadre d'un

sommet de l'OMVS (Organisation de la Mise en Valeur du fleuve Sénégal). Cet organisme qui est sensé coordonner les actions communes entre les trois pays riverains du fleuve Sénégal pour lutter contre la désertification et pour tirer profit, en commun, des ressources hydrauliques du fleuve, a été mis en veilleuse à la suite du conflit entre le Sénégal et la Mauritanie d'Avril 1989.

Depuis quelques mois les relations entre ces deux pays semblent être en voie de "normalisation". Les dirigeants de ces deux pays se sont rencontrés à plusieurs reprises. Les frontières qui étaient complètement fermées depuis les affrontements, sont de nouveau ouvertes, mais au compte-gouttes. C'est ainsi que, par exemple, les ressortissants mauritaniens qui voudraient retourner en Mauritanie pour rendre visite à leurs familles ne peuvent pas le faire librement. Les autorités mauritaniennes exigent d'eux la possession d'une certaine somme d'argent pour avoir le droit d'entrer en Mauritanie.

Durant ces années, les projets de l'OMVS, qui ont déjà engouffré une bagatelle de 196 milliards de FCFA, ont été mis de côté. Et pourtant les échéances de remboursements des ces dettes commencent cette année. Deux barrages ont déjà été construits, l'un à Diama au Sénégal, et l'autre à Manantali, au Mali. Un projet de construction d'une centrale hydraulique à Manantali est en cours. Mais suite aux désaccords entre le Sénégal et la Mauritanie sur le tracé des lignes électriques, ce projet a été retardé. Il semblerait qu'un accord de dernière minute soit intervenu entre les deux pays.

Chacun des dirigeants des pays membres de l'OMVS chante les vertus de ces grands travaux. Ils disent que les premiers bénéficiaires seront les populations riveraines du

fleuve. Ce qu'on peut déjà dire, c'est que ces travaux ont déjà rapporté des milliards de francs CFA de bénéfiques aux dirigeants des compagnies de travaux publiques, notamment à des groupes français.

Les populations paysannes riveraines du fleuves, elles, n'y ont vu que les inconvénients. Les meilleures terres, celles qui pouvaient bénéficier des canaux d'irrigations, ont été cédées à des sociétés agro-alimentaires. Les petits paysans qui possèdent des terres irrigables, n'ayant pas les moyens de payer des infrastructures d'irrigation, ont été contraints de vendre leurs terres aux plus offrants. Certains, notamment dans la Région du Fleuve, ont été expulsés de leur terre en échange d'un petit lopin qu'ils ne pourront de toutes façons pas travailler faute de moyens financiers.

Les dirigeants disaient, il y a cinq ans, que des centaines de milliers d'hectares de terres allaient être irrigués. Rien que sur la rive droite du fleuve, on prévoyait une superficie totale de 126 000 hectares de terre irriguée. Aujourd'hui on n'atteint même pas les 30.000 hectares. Pour un petit paysan qui aurait la chance d'avoir une terre irrigable, le coût des travaux reviendrait entre 400.000 et 600.000 ouguiyas par hectare (c'est-à-dire entre 1,35 et 2 millions de FCFA). Quel est le petit paysan qui pourrait déboursier une telle somme ? Autant dire que les barrages ne serviront qu'à transformer les petits paysans en ouvriers agricoles des grandes sociétés ou des grands paysans très riches.

Ce sera la même chose pour la fabrication de l'électricité. Qui va bénéficier de celle-ci ? Les usines de phosphates entre autres; mais certainement pas les populations pauvres qui n'auront jamais la possibilité de se payer un branchement électriques chez elles. Par contre comment les Etats vont-ils rembourser les sommes englouties

dans ses travaux ? En faisant supporter aux populations laborieuses des conditions de vies encore plus difficiles.

Voilà à quoi peuvent servir des grands travaux, par ailleurs fort utiles, dans le système capitaliste. Mais pour que ces investissements servent réellement à améliorer le sort des ouvriers et des petits

paysans, il y aura des luttes sociales à mener. Il faudrait que les exploités se donnent les moyens d'imposer leur volonté aux possédants. De part et d'autre des frontières nationales entre les trois pays riverains du fleuve les masses pauvres ont les mêmes intérêts. En menant une lutte commune, elles pourront encore mieux défendre leurs intérêts communs.

MALI

UNE MESURE ABERRANTE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Les travailleurs maliens et leurs familles, naturalisés français, ont été récemment surpris par une décision du nouveau gouvernement malien. Désormais, tous ceux qui ont la nationalité française, d'origine malienne ou pas, sont obligés d'avoir un visa pour entrer au Mali.

Le nouveau gouvernement justifie cette mesure par la réciprocité, parce que le gouvernement français exige un visa pour les Maliens qui viennent en France. C'est peut-être sa façon d'être "révolutionnaire" ! Mais en réalité cette mesure est plus ridicule qu'autre chose, car elle s'ajoute aux tracasseries administratives déjà existantes pour les ressortissants maliens.

Cette nouvelle mesure suppose que l'on perde une demi-journée voire une journée de travail pour aller demander une autorisation afin d'avoir le droit d'aller dans son village natal pour voir ses parents, ses enfants, bref sa famille restée au pays.

En plus de cette tracasserie administrative, il s'agit d'un racket légalisé parce que le visa n'est pas gratuit. Sans oublier les plaisanteries méprisantes des petits

fonctionnaires de l'ambassade du genre : "Tu veux aller chez nous ? C'est normal que tu aies un visa car tu es étranger". Ce genre de remarque fait plutôt sourire qu'autre chose.

Cela crée surtout un autre problème pour les jeunes de la deuxième génération. Ceux-ci, nés français selon la constitution française, sont dans la réalité de la vie quotidienne, considérés comme étrangers. Et maintenant s'ils veulent aller dans leurs pays d'origine, ils sont obligés d'avoir un visa ! Ils risquent sûrement d'avoir un problème d'identité un jour. A moins qu'ils prennent conscience, en tant que fils de prolétaires, que la nationalité, qu'elle soit française ou malienne n'est qu'un bout de papier qu'ils pourront jeter dans la poubelle de l'histoire si tous les travailleurs s'unissent pour lutter ensemble. Ainsi ils pourront changer ce monde entouré de frontières et de nationalités.

Et ce jour-là, aussi bien le gouvernement de Konaré que son maître, l'impérialisme, ne pourront rien face à la révolte des prolétaires qui leur feront avaler leur nationalité, leurs passeports, leurs visas et autres chiffons dont

ils se servent pour diviser les peuples si ce n'est pour les opposer les uns aux autres dans des guerres fratricides et criminelles.

COTE D'IVOIRE

CONDITIONS DE VIE DE PLUS EN PLUS DURES POUR LES PAUVRES

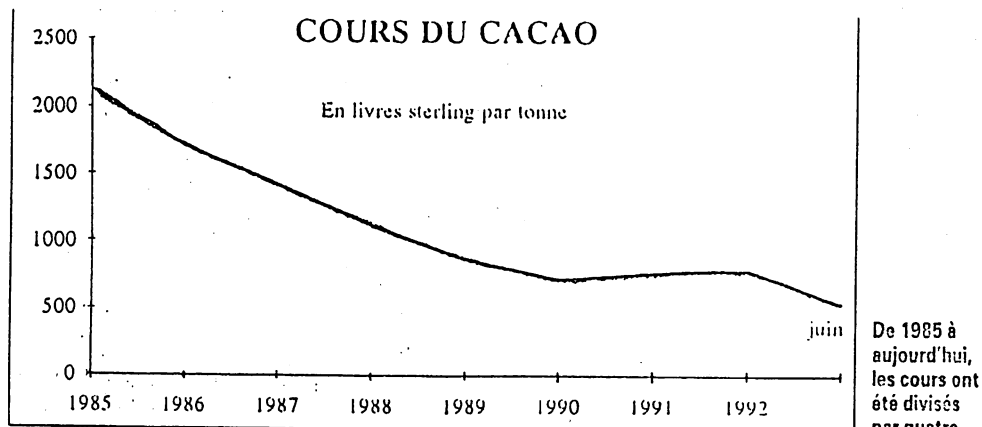
Bien des gens qui nous connaissent nous rapportent que la situation se dégrade de plus en plus dans la campagne en Côte d'Ivoire. Et le plus important reste la mévente du café et du cacao. Ainsi pour le café, le prix d'achat au producteur est théoriquement en Côte d'Ivoire, de 10.000 FCFA pour un sac de 100 kg. Or si le paysan arrive à le vendre à 2.500 ou 3.000 FCFA il peut s'estimer heureux. Mais nombreux sont les paysans qui préfèrent laisser pourrir leur café plutôt que de le vendre à si bas prix. Ce même sac coûte 19.000 FCFA sur le marché de Londres.

Ainsi, de nombreux paysans se sont mis dans certaines régions à cultiver des produits vivriers comme le manioc ou l'igname. Mais le prix de ces produits ne sont pas à la portée de tout le monde. A Abidjan par exemple, le prix de deux tubercules d'ignames peut coûter

jusqu'à 350 FCFA.

Dans le centre de la Côte d'Ivoire, là où se fait habituellement la culture du riz, rien n'a été produit cette année à cause du manque de pluie. Les villageois pour qui le riz était la seule ressource de revenu n'ont rien à manger. De nombreux enfants des familles pauvres ne pourront même pas s'inscrire à l'école pour cette rentrée scolaire.

La Côte d'Ivoire est un pays frappé de plein fouet par la crise économique, par la chute des prix des matières premières; et si a cela s'ajoute la sécheresse, la situation risque de devenir intenable pour toute la population travailleuse de la ville et de la campagne. A moins que le mécontentement soit tel que les travailleurs s'opposent radicalement à la politique des dirigeants en place.



TCHAD**VIVE LA GREVE DE TRAVAILLEURS !**

L'UST, l'Union des Syndicats Tchadiens, vient de lancer un nouveau mot d'ordre de grève générale du lundi 7 au vendredi 11 novembre. Cette initiative se situe dans le prolongement d'un bras de fer entre les travailleurs et la dictature de Déby qui dure déjà depuis quelques temps.

En effet, il y a quelques mois, sous la pression du FMI, la dictature de Déby a décidé 2000 licenciements dans la fonction publique et la diminution des salaires des fonctionnaires de 30 %. En guise de réaction à ces mesures criminelles, l'UST a déjà lancé, au courant du mois passé, deux importantes grèves de trois jours qui ont été largement suivies dans tous le pays. Les travailleurs exigent que ce soit les dirigeants, les riches et les privilégiés qui payent et non les pauvres qui ont du mal à trouver un travail et même quand ils en ont, ne sont pas capables de faire face à leurs besoins et ceux de leurs familles à cause des salaires de misère qu'ils reçoivent souvent avec des retards pouvant aller jusqu'à six mois.

Entre les deux grèves a eu lieu la manifestation de femmes pour soutenir la lutte des travailleurs, sauvagement réprimée par la dictature de Déby. Le nouvel ordre

de grève prévu pour lundi 7 septembre n'est que la suite de toutes ces actions entreprises par les travailleurs tchadiens en lutte pour ne pas faire les frais de la politique imposée par le FMI et ses valets locaux.

Les travailleurs tchadiens ont raison de se battre pour défendre leurs intérêts. En se mobilisant et en s'organisant ils peuvent imposer leurs points de vue, leurs revendications concernant l'amélioration de leurs conditions de vie et les libertés nécessaires dont les masses pauvres ont besoin.

Ils ne doivent faire confiance ni à Déby ni aux politicien de l'opposition qui sont tous leurs ennemis et ne cherchent qu'à vivre de leur exploitation et de leur misère. Ils ne doivent compter que sur leurs propres forces et leurs propres luttes pour qu'il y ait un changement conforme à leurs aspirations.

L'avenir c'est qu'ils se dotent de leurs propres organisations politiques pour en finir un jour avec l'ordre actuel, c'est-à-dire le système capitaliste, en débarrassant le pays des parasites, de la dictature actuelle et en se méfiant des politiciens de l'opposition, ces prétendus démocrates qui ne rêvent que d'arriver au pouvoir pour faire la même politique que celle de Déby.

150 PERSONNES MORTES A DOBA**VICTIMES DES LUTTES ENTRE BANDES ARMEES**

Au mois de février dernier, certains éléments de l'armée tchadienne, dirigés par Kété Moïse, ont tenté un coup de force contre le pouvoir de Déby, mais sans succès. La dictature de Déby s'est servi de

ces événements pour lancer une répression sauvage contre les milieux sudistes de N'Djaména faisant des dizaines de morts dont la plupart étaient des victimes innocentes, des travailleurs ou des

jeunes, surpris dans la rue ou chez eux.

Retirés dans le sud du pays, Kété et ses partisans y ont constitué des bandes de guérilla contre le pouvoir central. Profitant de la saison de pluie, depuis lors ils ont lancé plusieurs offensives contre les troupes de Déby dans la région, suivies des répliques de ces dernières.

Le 15 juin dernier, des négociations entre les deux partis ont conduit à un cessez-le-feu et à un engagement de Kété et ses partisans de regagner leurs rangs dans les rangs de la dictature.

Mais le 16 Août, un véhicule de transport rentrant à Doba a été l'objet de tirs des éléments des troupes gouvernementales dirigées par un certain Mahamat Khamis, ancien sous-fifre de Habré, un assassin, dont les populations ont demandé le départ depuis la fuite de l'ancien dictateur, mais en vain. Le véhicule appartient-il à un ancien sympathisant de Kété ? Ou celui-ci a-t-il tout simplement voulu régler ses comptes une dernière fois avec Mahamat Khamis ? Toujours est-il que, informé de ce qui s'était passé, Kété a lancé ses partisans contre les forces de Déby stationnées à Doba, chef lieu de la région. Ils ont essentiellement attaqué le poste de Mahamat Khamis. Il s'en est suivi des combats meurtriers entre les deux camps. Dans la nuit même de l'attaque, les troupes de Kété ont quitté Doba. Mais, alertées, les autorités tchadiennes ont envoyé des renforts des villes environnantes, notamment de Moundou et Sahr.

Une fois que leurs anciens compagnons rebelles s'étaient retirés, c'est sur la population que se sont déversées les troupes de

Déby. Elles ont tiré sur des jeunes de la ville. Elles ont pris pour cible des paysans rencontrés dans les campagnes ou des habitants de Doba qui avaient fui dans la brousse. Tous ont été assassinés sous prétexte d'être des rebelles ou en connivence avec ces derniers.

Doba est aujourd'hui une ville assiégée. 524 soldats de la dictature y règnent et imposent leur loi : ils tuent, emprisonnent, volent et violent les femmes. Selon la Ligue de Droits de l'Homme du Tchad, il y a eu plus de 150 morts.

Quant à Kété, après sa retraite, il a affirmé qu'il ne remettait pas en cause les accords qu'il avait signés avec Déby et a qualifié ces événements de malheureux incidents. Edifiant !

Les troupes de Déby comme celles de Kété ou d'un Abas Koty ne sont que des bandes de mercenaires criminels qui prennent la population en otage et règlent leurs comptes entre eux au prix de la mort des dizaines d'innocents. Elles imposent une guerre criminelle dans la quelle les principaux perdant ne sont que les masses pauvres, d'un côté comme de l'autre. Déby et Kété sont pareils. Il n'y pas longtemps, tous les deux étaient des sous-fifres de la dictature de Habré. Les populations du sud du Tchad se souviennent certainement des crimes qu'ils ont commis lors de la répression de 1984 qu'ils ont dirigée dans la région, notamment à Doba.

Espérons qu'un jour, par-delà leur diversité ethnique et religieuse, les populations pauvres du Tchad s'uniront et feront payer ces crimes odieux aux chefs de bandes armées, les Déby, Kété et autres.

A PROPOS DES SOI-DISANT "DEMOCRATES AFRICAINS"

Depuis quelques années, le système capitaliste est entré dans une crise profonde. Celle-ci perdure. Toutes les reprises annoncées ici et là par les "spécialistes" de l'économie, ces charlatans modernes à la solde de la bourgeoisie, sont restées sans effet.

face à cette crise, la bourgeoisie pressure partout où elle le peut. En Afrique, cela s'est d'abord traduit par la chute des prix des matières premières : le café, le cacao, le coton, mais aussi le pétrole et les autres minerais. Pour compenser le manque à gagner du fait de la crise, la bourgeoisie, en plus de la diminution des prix des matières premières, impose aussi des conditions de vie draconiennes aux populations africaines par une politique d'austérité soutenue par les différents "plans de restructuration". Ceux-ci se traduisent par des compressions de postes, des licenciements, des suppressions des diverses primes voire par la diminution des salaires pendant que les prix des denrées augmentent.



Les premières conséquences en sont les mécontentements de la population pauvre des villes et des

campagnes. Dans la plupart des capitales africaines, des révoltes, des émeutes, des grèves ont éclaté et continuent à éclater, avec des milliers de gens, des travailleurs, des étudiants, des femmes, des jeunes, dans la rue, protestant contre la misère et la dictature. Cela représente pour l'impérialisme un risque permanent d'une explosion sociale non contrôlée qui pourrait déboucher sur des conséquences graves et inattendues pour ses intérêts, si jamais les travailleurs et les opprimés remettent en cause l'ordre bourgeois et décident d'exercer eux-mêmes le pouvoir.

Le risque, c'est aussi que cela fasse tâche d'huile et que l'explosion sociale se répande également dans d'autres pays où les conditions de vie des pauvres ne sont pas meilleures. Et l'histoire a déjà montré plus d'une fois que cela est possible. La bourgeoisie en a pris acte, d'autant mieux qu'elle dispose des tas d'hommes à son service pour réfléchir à ces problèmes. Elle a donc pris les devants pour désamorcer la colère des populations et éviter le risque d'une explosion sociale profonde pouvant entraîner son système dans une dérive fatale. Elle a ainsi décidé d'imposer le multipartisme à ses valets africains afin de changer quelque peu la façade hideuse de leurs régimes.

En instituant le "multipartisme", elle a favorisé l'apparition et l'existence des partis politiques d'opposition susceptibles d'avoir le soutien d'une large fraction de la population pauvre - au moins pour un temps -, capables donc de canaliser les éventuelles explosions populaires vers des voies sans issues, mais aussi suffisamment responsables vis à vis de

l'impérialisme pour prendre la relève du régime discrédité tout en continuant la même politique, c'est-à-dire en préservant l'ordre social capitaliste. Le multipartisme permet ainsi à la bourgeoisie de changer le personnel politique vomé par la population et donner ainsi l'illusion aux pauvres qu'il y a un changement sans que rien de fondamental ne change ni pour la bourgeoisie, ni pour le prolétariat.

Voilà le rôle de tous nos prétendus démocrates, ces Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, Lissouba au Congo, Tschissékédi au Zaïre, Koffigoh au Togo, Bello Bouba au Cameroun, Lol Mamat Choua au Tchad et autres. Derrière leurs vocables sur la "démocratie" ou les "droits de l'homme", ce ne sont que des marionnettes prêtes à faire les basses besognes, comme les dictateurs en place, les Houphouët, Mobutu ou Déby, car c'est la bourgeoisie que tous ces politiciens là ont choisi de servir.

L'ambition de nos opposants n'est pas de s'attaquer à l'ordre social en vigueur qui est la source profonde de la dictature qu'ils prétendent combattre. Leur seule ambition, c'est de remplacer les dirigeants pourris ou de s'associer à eux pour faire la même politique imposée par l'impérialisme. On le voit au Sénégal où, pour Abdoulaye Wade, le "sopi", le changement, se limite à sa nomination en tant que super-ministre au gouvernement de Diouf. C'est ce que cherche aussi Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire. Son principal objectif depuis qu'il est rentré de l'exil, c'est la formation d'un gouvernement d'union nationale avec le vieux dictateur.

Même après sa sortie de prison tout dernièrement, sa première réaction était d'offrir ses services au pouvoir du PDCI en quémandant la formation d'un gouvernement de ce genre. Mais c'est Houphouët, par l'intermédiaire de son actuel premier ministre, Alassane Ouattara, qui a refusé l'offre de Gbagbo, avec

beaucoup de mépris du reste, en déclarant que la côte d'Ivoire a le gouvernement qu'il lui faut.

Au Tchad, c'est aussi ça tout l'objectif des différents partis de l'opposition réunis dans un collectif appelé la Coordination de l'opposition dont le seul programme politique est de trouver un terrain d'entente avec le dictateur Déby en formant un gouvernement de consensus avec lui. Au Togo, le premier ministre issu de la conférence nationale, Koffigoh, et tout son gouvernement formé par les différents partis d'opposition, courtisent le dictateur Eyadéma, et c'est chez lui qu'ils viennent recevoir ordres et directives. C'est la même chose au Niger où les partis de l'opposition et leur gouvernement se rallient à l'armée (la même qui des années durant, a imposé la dictature au pays) pour imposer une nouvelle dictature à l'ensemble de la population et une guerre criminelle aux plus déshérités, les Touaregs.

Au Congo, c'est en s'alliant au parti du dictateur Sassou Nguesso que Pascal Lissouba vient de gagner les élections présidentielles. A peine élu, il a fait une place de choix aux différents dignitaires de la dictature militaire en les associant à son gouvernement, etc.

Pourtant dans tous ces pays, ce ne sont pas des possibilités pour un véritable changement qui manquent. Même ces simulacres de changement n'ont été possibles que grâce à la révolte, aux émeutes, aux grèves et aux différentes formes de luttes des pauvres qui ont contraint l'impérialisme et ses différents valets à reculer et à opter pour le multipartisme. Si nos prétendus opposants agissent ainsi, ce n'est même pas par choix politique. Leur comportement est surtout un choix social. Leur ambition n'est pas de s'appuyer sur les luttes des populations pour qu'elles imposent elles-mêmes les changements et les libertés nécessaires. Ils ont pour

des soulèvements populaires autant que les anciens dictateurs et leurs maîtres à eux tous, les Mitterrand et autres Bush. Ils veulent plaire aux privilégiés, aux notables, aux riches, aux chefs de l'armée. Ils veulent apparaître comme des partis responsables de l'ordre actuel autant que ceux des Eyadéma, Mobutu, Houphouët ou Sassou Nguesso. Ils cherchent surtout à apparaître comme de bons élèves, de futurs bons serviteurs aux yeux des dirigeants de l'impérialisme. Leur unique ambition est tout simplement de se servir des luttes des pauvres pour remplacer les dictateurs vomis par la population ou pour que ceux-ci leur fassent une petite place autour de la mangeoire gouvernementale tout en maintenant le même système d'exploitation qui les favorise

tous.

Les travailleurs et l'ensemble des opprimés africains ont intérêt à se méfier de tous ses "démocrates" et autres charlatans de tout poil. Ils doivent eux-mêmes imposer les libertés nécessaires et l'amélioration de leurs conditions de vie. S'ils veulent changer leur sort, c'est sur leurs propres luttes, sur leurs propres forces, qu'ils doivent compter. Pour cela il est d'un intérêt vital qu'ils mettent en place leurs propres organisations, leurs propres organes de combat pour se préparer à "la lutte finale" et abattre la bourgeoisie, pour bâtir enfin une société débarrasser de l'exploitation de l'homme par l'homme, aussi bien en Afrique qu'à l'échelle internationale.

QUAND NOS DIRIGEANTS S'INQUIETENT DE "L'ABANDON" DE L'AFRIQUE PAR LES CAPITALISTES

Dans le milieu des dirigeants africains, mais également dans celui de la petite bourgeoisie intellectuelle, des voix se sont élevées pour exprimer l'inquiétude de ces gens-là face à ce qu'ils appellent "l'abandon" de l'Afrique par les anciennes puissances colonisatrices qui se tourneraient de plus en plus vers les pays de l'Europe de l'est au détriment du continent africain.

Depuis quelques années en effet, notamment depuis le changement de régime en Pologne et surtout depuis l'éclatement de l'ancienne URSS, les banquiers occidentaux, ainsi qu'un certain nombre d'investisseurs lorgnent de plus en plus vers ces pays pour essayer de grappiller, tels des charognards, tout ce qui peut l'être malgré le délabrement des économies

de ces pays.

Soi-disant pour "aider" ces pays, les dirigeants des pays riches d'Europe ont créé une Banque Européenne de Développement. Mais en réalité, comme tant d'autres organismes internationaux de financement, cette banque n'est rien d'autre qu'un moyen pour les capitalistes des pays riches d'exploiter les classes laborieuses de ces pays et d'y piller les richesses comme ils le font au quatre coins du monde.

En réalité, ce qui inquiète nos dirigeants et nos petits bourgeois qui aspirent à devenir des parasites comme leurs aînés actuellement au pouvoir, c'est la crainte de voir diminuer les quelques miettes que les puissances impérialistes leur laissent en échange de leur

soumission à leur ordre économique.

C'est bien avant les bouleversements survenus dans les pays de l'Europe de l'Est que les investissements des capitalistes ont diminué en Afrique. C'est une des conséquences directes de la crise économique. Cela s'est traduit depuis quelques années par la baisse considérable du niveau de vie des populations africaines, par des licenciements dans la fonction publique, par des fermetures d'usines et par la dégradation du peu d'infrastructure à caractère public qui existait auparavant, tels les hôpitaux, les écoles, les égouts, les routes etc...

Et si le continent africain sombre de plus en plus dans la misère ce n'est pas à cause de l'abandon des puissances impérialistes. C'est au contraire à cause du pillage et de l'exploitation qui n'ont jamais cessé depuis la colonisation jusqu'à nos jours. Seule une toute petite fraction de la population africaine a profité de ce système : ce sont les dirigeants et la bourgeoisie africaine qui ont servi d'intermédiaires dans ce pillage éhonté.

Aujourd'hui ce sont ces mêmes gens qui font mine de lancer des cris de détresse pour que les pauvres de ce continent les

considèrent comme les défenseurs de leurs intérêts. Mais derrière ces cris de détresse hypocrites se cache leur crainte encore plus grande de voir les populations pauvres se révolter. Et quand ils se plient en quatre devant les puissances capitalistes pour que celles-ci ne les abandonnent pas c'est pour leur dire en substance : "Ne nous abandonnez pas sinon nous ne pourrions plus tenir les populations en laisse". Ils implorent d'autant plus des "aides" que les principaux bénéficiaires sont eux-mêmes, y compris lorsque ces aides sont théoriquement destinées à subvenir aux besoins des populations sinistrées.

Alors, de ces gens qui font semblant de défendre la cause des déshérités, les travailleurs n'ont rien à attendre. L'avenir pour les pauvres ce n'est pas de quémander auprès des riches pour ne pas crever mais au contraire de combattre la classe des riches qui est responsable de leur misère.

L'ordre impérialiste n'est pas seulement néfaste aux pays du Tiers-Monde mais également aux populations laborieuses des pays riches. C'est ce même système capitaliste qui réduit des populations entières des pays pauvres à la misère et qui crée des poches de pauvreté jusqu'au coeur des pays les plus riches de la planète.

TRAITE DE MAASTRICHT LES PARTISANS DU "OUI" COMME DU "NON" TROMPENT LES TRAVAILLEURS

A l'occasion du référendum qui aura lieu en France sur la ratification du Traité de Maastricht, les partisans du "oui" comme ceux du "non" font mine de s'affronter. Mais les uns comme les autres, en utilisant des arguments

démagogiques, ne cherchent qu'à tromper les travailleurs en tentant de détourner leur attention des vrais problèmes tels que le chômage, la dégradation de leur niveau de vie.

Les partisans du "oui", avec

Mitterrand en tête, disent que le traité de Maastricht est une grande chance pour les travailleurs, car ce sera, selon eux, un pas vers la construction d'une "Europe sociale". Ils font croire que si le "oui" l'emporte, des emplois nouveaux se créeront, il y aura, selon eux, une reprise économique. Ils disent également que la victoire du "oui" mettra fin à tout risque de guerre en Europe etc... Que de mensonges ! Ce n'est pas une signature au bas d'un traité qui mettra fin à la crise économique du capitalisme qui dure depuis vingt ans ! Ce n'est pas non plus une signature qui empêchera une guerre. Car, si cela suffisait il n'y aurait pas eu la première ni la deuxième guerre mondiale. C'est ainsi que le traité signé entre les puissances coloniales en 1885 lors du Congrès de Berlin, n'a pas empêché la première guerre mondiale. De même que le traité de Versailles signé au lendemain de la première guerre, n'a pas empêché la deuxième grande boucherie.

Pour les partisans du "non", avec à leur tête Le Pen, Pasqua, Seguin, Chevènement et Marchais, le traité de Maastricht constitue une "régression". Ils protestent contre ce qu'ils appellent en chœur "l'abandon de la souveraineté nationale". Ils montrent du doigt "le danger allemand" en cas de victoire du "oui". Le parti communiste, en emboîtant le pas à Le Pen et Pasqua derrière le wagon du chauvinisme anti-allemand, trompe lui aussi les travailleurs français en leur faisant croire que leurs ennemis se trouvent de l'autre côté du Rhin et non ici-même en France. Les Bouygues, les Dassault, les Calvet sont biens français et pourtant il ne sont pas plus doux

envers les travailleurs français que les patrons allemands !

Les uns comme les autres se moquent des travailleurs.

Ce n'est donc pas en mêlant leurs voix derrière ceux de Mitterrand dont les gouvernements successifs ont été les responsables de la politique de rigueur et d'austérité à l'encontre des travailleurs, ni derrière ceux de Le Pen et Pasqua qui sont les ennemis déclarés de travailleurs que ceux-ci pourront montrer leur méfiance. Les uns comme les autres sont leurs adversaires de classe.

Les internationalistes que nous sommes, sont bien évidemment pour l'abolition des frontières qui séparent les travailleurs. Nous sommes pour la création de grands ensembles qui unissent les populations. Mais ce dont il s'agit avec le traité de Maastricht, ce n'est nullement cela. Il s'agit d'un traité entre les Etats capitalistes d'Europe occidentale pour créer un espace économique plus vaste afin de résister plus efficacement à la concurrence des puissances économiques plus puissantes qu'eux pris individuellement comme les USA ou le Japon.

Nous sommes pour que partout, en Afrique comme ailleurs, les travailleurs s'unissent au-delà des frontières pour lutter ensemble contre le système capitaliste qui les exploite tous. Plus les travailleurs seront unis, plus leurs luttes seront efficaces et plus ils pourront faire face à tous leurs ennemis ou leurs faux amis qui voudront conduire leurs luttes vers des impasses nationalistes tel qu'on peut le voir aujourd'hui en Yougoslavie.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.